

Québec, 24 mars 1876.

Mon cher docteur,—Je n'ai reçu qu'aujourd'hui une série de questions imprimées venant de votre commission, aux travaux de laquelle je prends un vif intérêt, et je m'empresse de vous envoyer ma réponse. Je crains qu'elles ne soient un peu longues; mais je dois dire que j'éprouve une certaine satisfaction d'être capable de formuler mes vues sur le sujet, quelle que soit leur valeur. En effet c'est une espèce de protestation contre l'accusation portée contre moi pendant cette session, dans la Chambre des Communes et dans la presse, —d'avoir abandonné le principal article du programme de notre parti national. " Nous réclavons surtout notre politique commerciale nationale. On a reproché à mes amis de " l'avoir abandonnée, et, comme chef du parti national, mon " mon nom a été mêlé à ces reproches; mais je n'ai point " abandonné cette politique".....

Question.—Est-il de l'intérêt du Canada de continuer à admettre les produits américains exempts de droits, tandis que les produits canadiens exportés de l'autre côté de la frontière sont soumis à des droits élevés?

Réponse.—Non; c'est contraire à l'intérêt du Canada. Je crois humblement que nous ne devrions admettre exempts de droits que les matières brutes employées par nos manufactures.

" Ce n'est pas en faisant baisser le prix de toutes choses " que nous atteindrons à la richesse nationale." Le plus cher nous payons, le mieux c'est pour nous, pourvu que nos moyens de payer soient de pair avec l'augmentation des prix. Demandez à l'ouvrier ce qu'il préfère, la farine à \$4.50 le baril et pas d'ouvrage, ou la farine à \$6 et de l'ouvrage en abondance. L'agriculture et les manufactures peuvent, ensemble, arriver à de grands résultats; mais que ces deux industries isolent leurs intérêts et leurs forces divisées seront loin de pouvoir accomplir autant.

On voit que M. Joly se défend comme d'un crime d'avoir abandonné en sa qualité de " chef du parti national " la politique commerciale nationale. Il demande que l'on protège les producteurs canadiens contre la concurrence américaine. Il proclame que ce n'est pas en abaissant le prix de toutes choses qu'on arrivera à la grandeur nationale, que l'ouvrier préférera toujours payer la farine \$6 le baril s'il a de l'ouvrage que de payer \$4.50 s'il n'a pas de travail.

N'est-ce pas là toute la doctrine protectionniste des